

SIX MOIS APRÈS : LES EUROPÉENS FACE À LA CRISE DES MIGRANTS

Jérôme Fourquet*

* Directeur
du département
« Opinion et stratégies
d'entreprise », Ifop

En septembre 2015, alors que la crise des migrants occupait le centre de l'actualité internationale, l'Ifop avait réalisé pour la Fondation Jean-Jaurès et la FEPS une grande enquête sur le regard que les opinions publiques européennes portaient sur ce défi majeur, et nous avons à l'époque travaillé dans sept pays : France, Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne, Italie, Pays-Bas et Danemark. Six mois se sont écoulés, période au cours de laquelle de nombreuses initiatives ont été prises. Mais pour autant le problème demeure entier. Alors que les autorités européennes comptaient sur des conditions météorologiques hivernales pour rendre la navigation plus difficile entre la côte turque et les îles grecques, les flux ne se sont pas ralentis, loin s'en faut. En effet, ce ne sont pas moins de 110 000 personnes qui sont arrivées en Grèce et en Italie sur les seuls mois de janvier et février, soit un volume nettement supérieur à celui enregistré sur la même période de l'année 2015 puisque la barre des 100 000 arrivées n'avait été franchie qu'au mois de juillet. La poursuite de ces arrivées massives (2 000 nouveaux migrants sont enregistrés en moyenne chaque jour en Grèce) exerce une pression très importante sur les gouvernements européens. Depuis septembre dernier, des contrôles voire des fermetures de frontières ont été progressivement décidés dans plusieurs pays situés sur la route des Balkans reliant les îles grecques, porte d'entrée en Europe, à l'Allemagne, objectif de la plupart des migrants. Des négociations très complexes et tendues entre partenaires européens mais aussi entre l'Union européenne et la Turquie ont également scandé ces derniers mois. Mais parallèlement à ces initiatives, des événements marquants en lien plus ou moins direct avec la question des migrants se sont produits durant la même période. On pense aux attentats de Paris et à l'enquête policière internationale qui ont mis en lumière non seulement l'implication de djihadistes s'étant infiltrés en Europe *via* le flux des migrants, mais aussi l'ampleur de ces filières partout en Europe. On pense également aux événements de Cologne durant la nuit de la Saint-Sylvestre mais aussi à la dégradation de la situation en Grèce où des dizaines de milliers de migrants sont bloqués sous l'effet de la fermeture des frontières des pays comme la Macédoine, la Serbie ou la Croatie, ou bien encore à la tension dans la région de Calais autour de la « jungle ».

Au regard de ces événements et alors que les différents gouvernements sont très divisés sur le projet d'accord entre l'Union européenne et la Turquie (négocié par la chancelière allemande et le président turc) et que la question des migrants exerce une pression de plus en plus forte sur la cohésion européenne, la Fondation Jean-Jaurès et la FEPS ont souhaité disposer d'un nouvel état de l'opinion européenne sur cette question. Six mois après la première enquête, l'Ifop a donc réalisé une nouvelle étude dans trois pays : la France, l'Allemagne et l'Italie.

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation
Jean Jaurès

AVERTISSEMENT : La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

SIX MOIS APRÈS : LES EUROPÉENS FACE À LA CRISE DES MIGRANTS

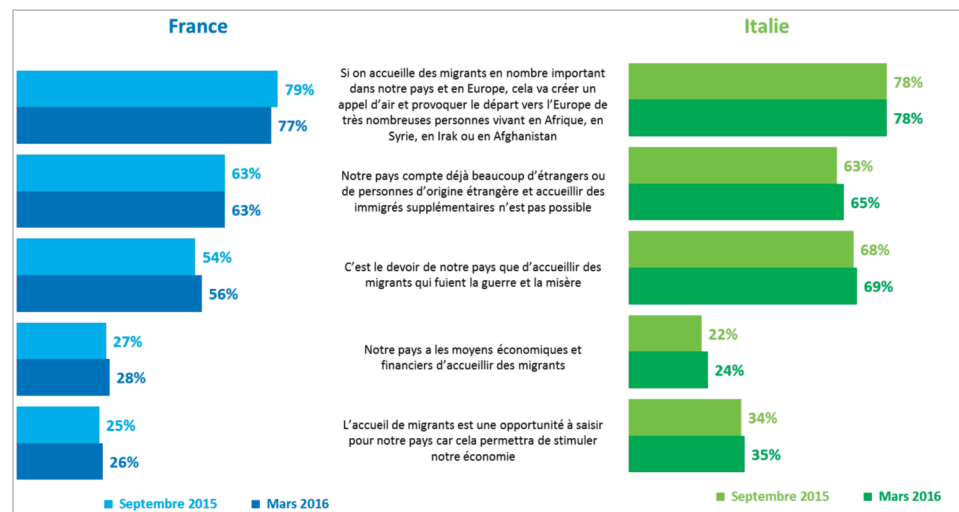
Un regard des opinions française et italienne qui n'évolue quasiment pas

Qu'il s'agisse du risque d'appel d'air, de la capacité d'accueil, de l'impact économique de l'arrivée des migrants ou du devoir d'accueil, le jugement des Français et des Italiens est demeuré très stable d'une enquête à l'autre comme on peut le voir sur le graphique suivant.

L'adhésion à différentes opinions concernant la crise des migrants

Question : Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des opinions suivantes ?

- Récapitulatif « TOTAL D'accord » -



Alors que l'actualité a été particulièrement chargée sur la question, tout se passe comme si les représentations et opinions concernant les migrants s'étaient construites et stabilisées dès septembre dernier, au « pire de la crise » et que depuis lors les événements survenus n'avaient pu les modifier qu'à la marge. Ce phénomène s'observe à la fois en France, pays peu concerné par les flux, et en Italie, pays beaucoup plus exposé.

Non seulement, malgré leur situation particulière, les deux pays sont caractérisés par la même stabilité, mais on est frappé par la très forte convergence et similitude des points de vue de part et d'autre des Alpes. Exactement la même proportion de Français (77 %) et d'Italiens (78 %) craignent ainsi par exemple le phénomène d'appel d'air. L'adhésion à l'idée selon laquelle le pays compterait déjà beaucoup d'étrangers ou de personnes d'origine étrangère, ce qui rend impossible l'accueil d'immigrants supplémentaires, est partagée dans les mêmes proportions en France (63 %) et en Italie (65 %). Consensus également sur le fait que la France (72 %) et l'Italie (76 %) n'ont pas les moyens économiques d'accueillir des migrants.

En revanche, et comme dans l'enquête précédente, les Italiens sont nettement plus nombreux que les Français (69 % contre 56 %) à penser que c'est le devoir de leur pays que d'accueillir des migrants qui fuient la guerre et la misère. On constate également que les

SIX MOIS APRÈS : LES EUROPÉENS FACE À LA CRISE DES MIGRANTS

Italiens, bien que minoritaires, sont également plus nombreux à voir dans cet accueil une opportunité économique avec 35 % de réponses favorables contre seulement 26 % en France, cet écart traduisant sans doute en partie un pessimisme économique aujourd'hui plus répandu en France qu'en Italie.

Le raidissement de l'opinion allemande confirmé

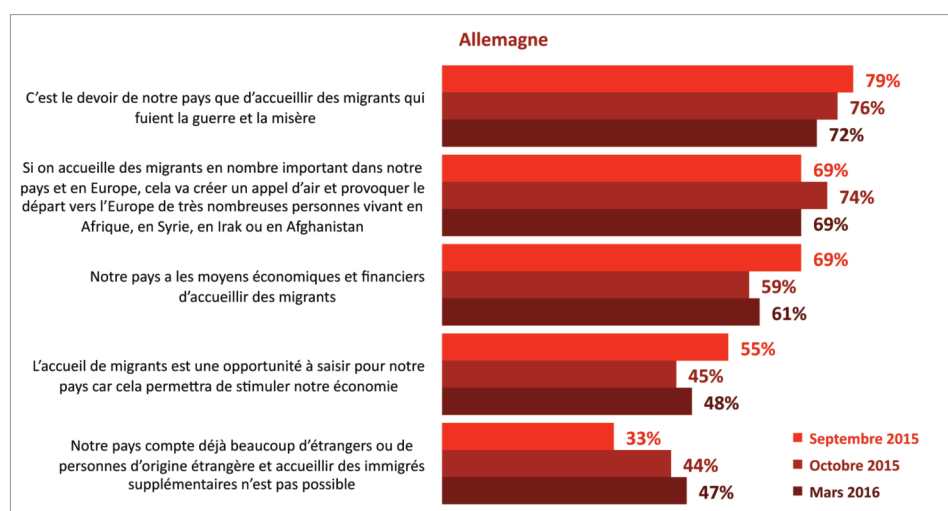
Compte tenu de la très forte pression migratoire s'exerçant sur l'Allemagne et de l'évolution très rapide du climat politique outre-Rhin ces derniers mois, l'Ifop avait réalisé dans ce pays une seconde vague d'enquêtes en octobre dernier. Bien qu'un intervalle de seulement quelques semaines séparait les deux terrains d'enquête, le second sondage avait enregistré des évolutions sensibles allant dans le sens d'un raidissement de l'opinion publique allemande.

Notre nouveau sondage (qui constitue donc la troisième vague d'enquête pour l'Allemagne) vient dans l'ensemble confirmer et amplifier cette tendance.

L'adhésion à différentes opinions concernant la crise des migrants

Question : Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune des opinions suivantes ?

- Récapitulatif « TOTAL D'accord » -



Fait le plus notable, alors qu'en septembre seul un tiers des Allemands estimait que, du fait de la présence déjà nombreuse d'étrangers ou de personnes d'origine étrangère, l'accueil d'immigrés supplémentaires n'est pas possible, c'est désormais un Allemand sur deux (47 %) qui partage cet avis. Cette modification très substantielle du climat d'opinion, qui est à mettre en regard avec le fait que l'Allemagne a accueilli, en 2015, 1,1 million de migrants, n'a pas concerné tous les électors.

Comme le montre le tableau suivant, c'est parmi les sympathisants de gauche que cette opinion a progressé régulièrement depuis septembre 2015 gagnant 18 points parmi les

SIX MOIS APRÈS : LES EUROPÉENS FACE À LA CRISE DES MIGRANTS

sympathisants du SPD et 20 points parmi ceux des Grünen quand, dans le même temps, cette idée, initialement plus présente dans l'électorat conservateur, ne progressait pas parmi les soutiens de la CDU/CSU.

Évolution de l'adhésion à l'idée « notre pays compte déjà beaucoup d'étrangers ou de personnes d'origine étrangère et accueillir des immigrants supplémentaires n'est pas possible »

	Septembre 2015	Octobre 2015	Mars 2016	Evolution sept. 2015/mars 2016
Ensemble des Allemands	33%	44%	47%	+ 14 pts
Sympathisants de Die Linke	23%	31%	35%	+ 12 pts
Sympathisants du SPD	19%	29%	37%	+ 18 pts
Sympathisants des Grünen	7%	17%	27%	+ 20 pts
Sympathisants de la CDU/CSU	36%	35%	37%	+ 1 pt

On notera toutefois que si cette opinion a gagné du terrain en Allemagne au point d'être partagée par pratiquement une personne sur deux, en Italie et en France, pays qui sont loin, voire très loin d'avoir accueilli autant de migrants que l'Allemagne, cette proportion est de deux personnes sur trois.

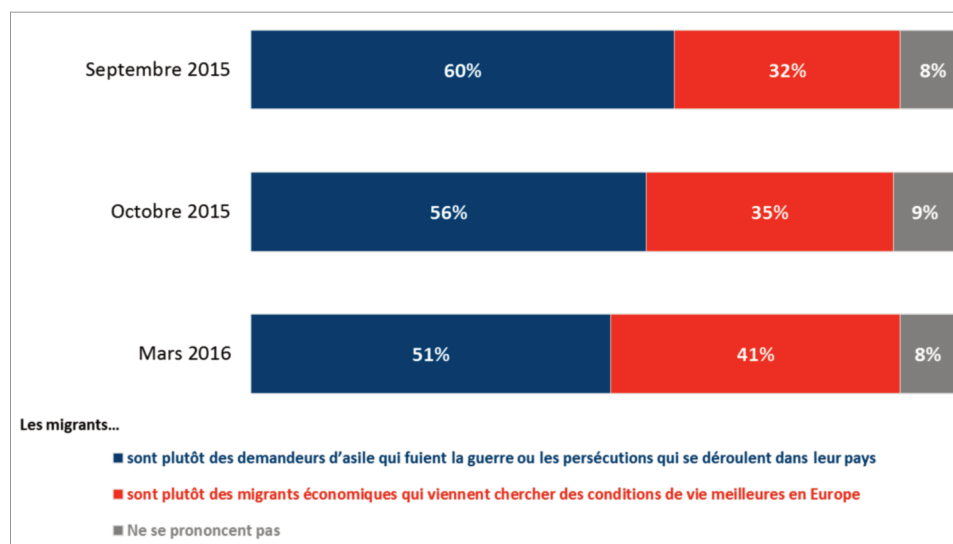
Si l'opinion allemande se durcit, la propension à l'accueil demeure donc plus importante qu'en Italie et surtout qu'en France. On le constate également en comparant les pays sur d'autres résultats. Ainsi, c'est en Allemagne que la notion de devoir d'accueil est la plus répandue avec 72 % de réponses d'accord sur l'item relatif à cette dimension contre 69 % en Italie et seulement 56 % en France. Ceci s'explique en partie par le fait que la population allemande demeure bien plus confiante (même si un mouvement de baisse a été observé) sur la capacité du pays à faire face aux coûts économiques et financiers de l'accueil : 61 % de réponses positives contre uniquement, on l'a vu, 28 % en France et 24 % en Italie.

Si les Allemands sont donc toujours majoritairement confiants dans la capacité de leur économie à faire face à ce défi majeur, ils sont plus partagés qu'en septembre 2015 quant à l'opportunité de stimulation de l'économie que constitueraient l'arrivée et l'accueil de centaines de milliers de personnes : 48 % aujourd'hui contre 55 % en septembre 2015.

Un autre élément explique sans doute (ou traduit) en partie le durcissement de l'opinion allemande, c'est le fait que de plus en plus d'Allemands considèrent qu'ils ont affaire à des migrants économiques plutôt qu'à des demandeurs d'asile. En septembre 2015, 32 % seulement les voyaient plutôt comme des migrants économiques, cette proportion est passée à 35 % en octobre puis désormais à 41 % aujourd'hui contre 51 % qui perçoivent plutôt les migrants comme des demandeurs d'asile.

SIX MOIS APRÈS : LES EUROPÉENS FACE À LA CRISE DES MIGRANTS

Allemagne : le statut perçu des migrants arrivant en Europe



Ce changement de perception est très déterminant car l'attitude à l'égard de l'accueil lui est très puissamment corrélée. Ainsi, parmi les Allemands qui sont favorables à l'accueil, le ratio des réponses s'établit à 65 % qui penchent pour des demandeurs d'asile contre 28 % pour des migrants économiques alors que le ratio est tout autre parmi les opposants à l'accueil puisqu'il est de 18 % contre 72 %.

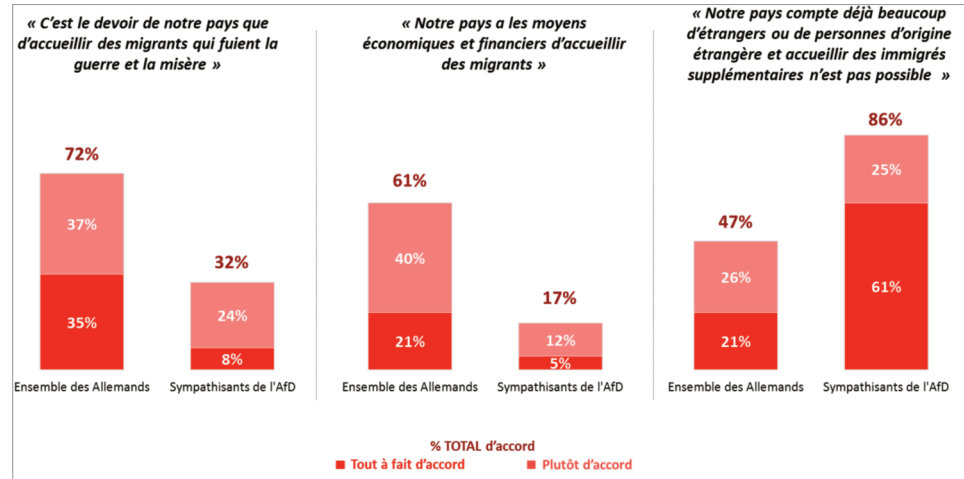
Une nouvelle fois, c'est parmi les électeurs de gauche que le jugement s'est le plus durci alors que l'opinion des sympathisants chrétiens-démocrates demeurerait stable.

Évolution de la perception du statut des migrants. % de réponses « sont plutôt des demandeurs d'asile qui fuient la guerre ou les persécutions »

	Septembre 2015	Octobre 2015	Mars 2016	Évolution sept. 2015/mars 2016
Ensemble des Allemands	60%	56%	51%	- 9 pts
Sympathisants de Die Linke	63%	60%	53%	- 10 pts
Sympathisants du SPD	79%	70%	69%	- 10 pts
Sympathisants des Grünen	88%	86%	78%	- 10 pts
Sympathisants de la CDU/CSU	64%	62%	65%	+ 1 pt

Si on assiste à un durcissement incontestable des différents électorats de la gauche allemande sur la question des migrants, il convient également de souligner un autre point important qui est l'extrême sensibilité des sympathisants de l'Alternative für Deutschland (AfD) sur ce sujet. Comme le montre le graphique suivant, ces électeurs se caractérisent par une opinion particulièrement hostile aux migrants et ils apparaissent en décalage total avec le reste de la société allemande.

SIX MOIS APRÈS : LES EUROPÉENS FACE À LA CRISE DES MIGRANTS



Tout se passe comme si à l'occasion de la crise des migrants, un parti populiste au discours axé principalement sur l'immigration était parvenu à émerger très significativement dans le paysage politique allemand, jusque-là préservé. On notera que l'AFD qui s'était initialement positionné contre l'euro n'avait connu qu'un succès modeste avec 4,9 % des voix aux élections législatives de 2014. Face à l'afflux des migrants, une direction renouvelée a décidé de focaliser le mouvement sur cette thématique qui a été beaucoup plus porteuse. Le 6 mars, l'AFD obtenait en moyenne 13,2 % des voix lors des élections municipales dans le Land de Hesse avec des scores de 10,2 % à Francfort, 12,2 % à Kassel et 16,2 % à Wiesbaden. Une semaine plus tard, les élections régionales dans trois autres Länder confirmèrent spectaculairement cette percée tant à l'Est avec 24,2% des voix en Saxe-Anhalt, qu'à l'Ouest avec 12,6% en Rhénanie-Palatinat et 15,1 % dans le très opulent Bade-Wurtemberg.

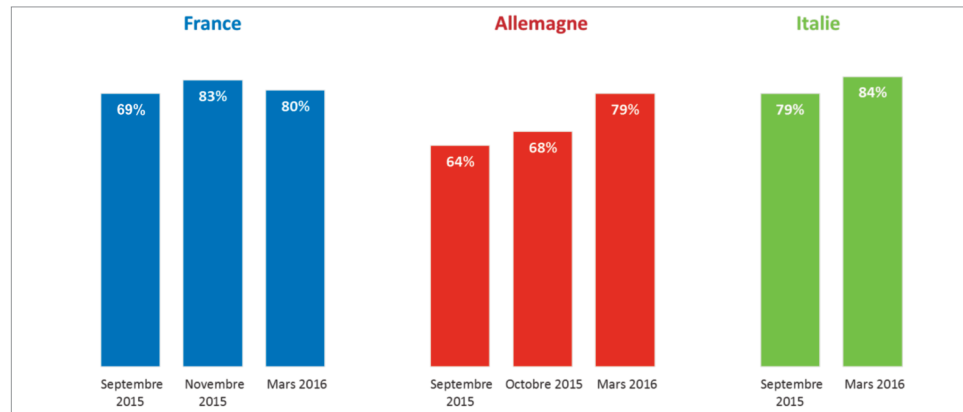
Les attentats de Paris : le « syndrome du cheval de Troie » renforcé

Déjà en septembre 2015, l'ampleur de mouvements de population à l'œuvre et le fait que bon nombre de migrants soient originaires de zones où est implanté Daesh, rendaient plausible l'hypothèse selon laquelle des terroristes potentiels gagneraient l'Europe en se mêlant aux migrants¹. 64 % des Allemands, 69 % des Français et une proportion encore plus importante d'Italiens (79 %) approuvaient cette hypothèse. Le fait que l'Italie ait été exposée précocement à l'arrivée de très nombreux migrants ayant transité par une Libye, à la fois proche mais aussi foyer djihadiste, a sans doute renforcé cette appréhension. Comme le montre le graphique suivant, en France et en Allemagne, ce sont les attentats de Paris qui ont crédibilisé cette hypothèse.

1. À noter que le terrain de cette enquête a été réalisé avant les attentats de Bruxelles du 22 mars 2016

SIX MOIS APRÈS : LES EUROPÉENS FACE À LA CRISE DES MIGRANTS

Evolution de l'adhésion à l'opinion suivante : « Parmi les très nombreux migrants qui arrivent actuellement en Europe se trouvent également des terroristes potentiels »



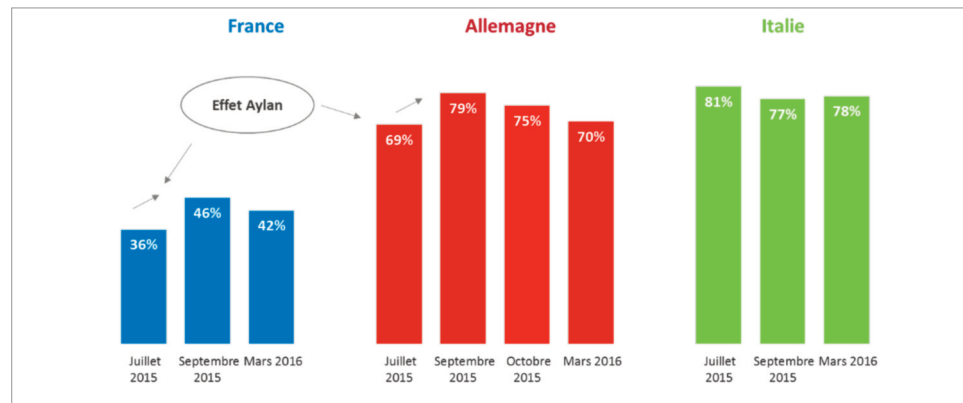
La découverte de passeports syriens sur deux kamikazes du Stade de France en a constitué la preuve matérielle tout comme ensuite l'identification et l'arrestation dans différents pays européens (France, Belgique, Allemagne, Espagne et Autriche) de membres de filières djihadistes s'étant introduits en Europe à l'occasion de la crise des migrants. L'adhésion à l'idée d'une telle infiltration grimpera subitement à 83 % en France au lendemain des attentats (dans un sondage réalisé le 16 novembre) et se stabilisera à 80 % dans cette enquête. Un mouvement similaire a sans doute eu lieu outre-Rhin dans la mesure où l'essentiel de la hausse a été enregistré entre octobre (68 %) et mars (79 %) et non pas entre septembre et octobre. En Italie, l'impact a été moindre (de 79 % à 84 %) mais, comme on l'a vu, la crainte de ce scénario était déjà très présente dans la péninsule dès septembre 2015.

Après « l'effet Aylan », un « effet Stade de France » et un « effet Cologne »

La publication au début du mois de septembre des photos du petit Aylan gisant sur une plage turque avait provoqué un choc dans les opinions des différents pays européens. L'adhésion au principe d'une répartition des migrants entre les différents États membres et à ce que dans ce cadre son pays en accueille une partie avait fait un bond de 10 points en France et en Allemagne. L'opinion publique italienne, qui avait déjà dû affronter de nombreux drames humanitaires se soldant par plusieurs centaines de noyés au large de ses côtes, était déjà préalablement la plus acquise à ce principe et l'effet Aylan ne fonctionna pas auprès d'elle comme le montre le graphique suivant.

SIX MOIS APRÈS : LES EUROPÉENS FACE À LA CRISE DES MIGRANTS

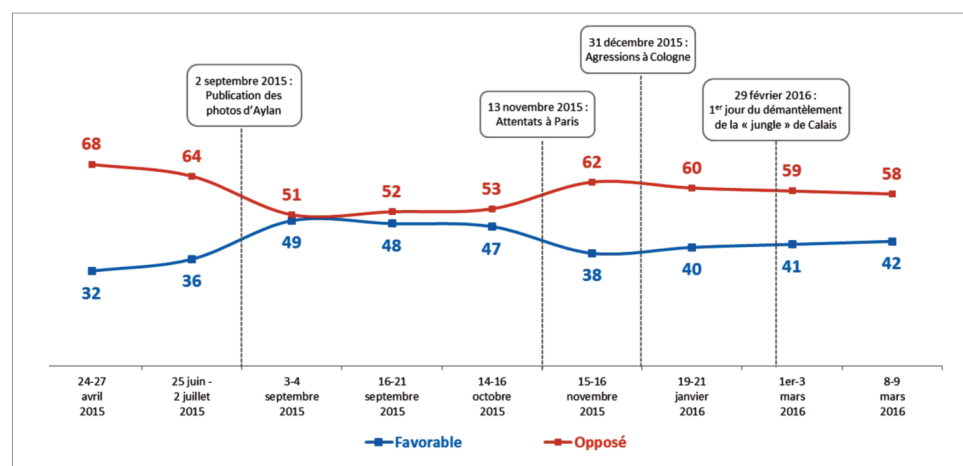
L'adhésion à la répartition des flux de migrants entre États membres et à l'accueil d'une partie d'entre eux dans le pays



Mais ce graphique montre également que les gains en termes d'adhésion à cette idée réalisés au lendemain de la publication de ces photos ont été totalement reperdus depuis en Allemagne et partiellement en France. Nous disposons pour la France de toute une série de mesures qui permettent de dater précisément quand et à la suite de quels événements les décrochages ont eu lieu. Comme on peut le voir sur la courbe suivante, la chute s'est produite au lendemain des attentats du 13 novembre, la participation aux attentats de djihadistes infiltrés liant intimement aux yeux de l'opinion publique française la question des migrants et celle du terrorisme.

L'adhésion à l'accueil des migrants dans les différents pays d'Europe et en France

Question : Etes-vous favorable ou opposé à ce que les migrants qui arrivent par dizaines de milliers sur les côtes grecques et italiennes soient répartis dans les différents pays d'Europe et à ce que la France en accueille une partie ?



L'implication de migrants dans les agressions de Cologne, qui ont choqué les Français, n'a pas produit le même effet en France que les attentats, car l'adhésion au principe d'une répartition et d'une participation à l'accueil n'a pas enregistré de recul supplémentaire. On peut penser en revanche qu'en Allemagne ces deux éléments associés à la poursuite des arrivées massives et à l'absence de solidarité européenne expliquent la baisse observée.

SIX MOIS APRÈS : LES EUROPÉENS FACE À LA CRISE DES MIGRANTS

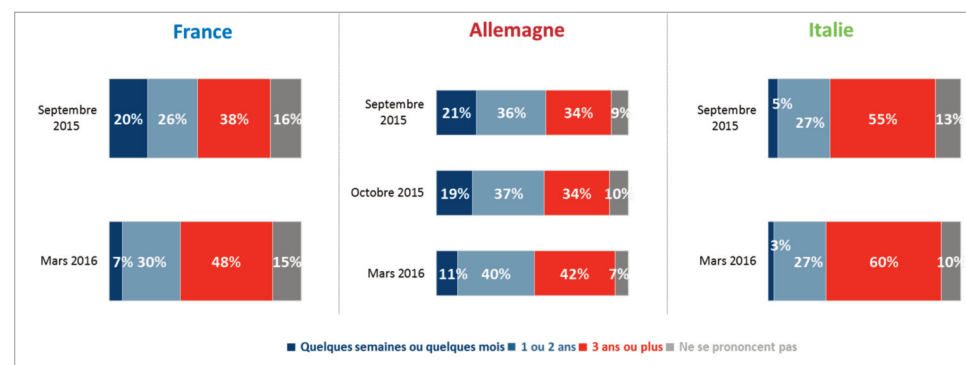
La situation totalement différente de la France et de l'Allemagne, cette dernière accueillant l'essentiel du flux des migrants arrivant en Europe alors que la France est très peu concernée par ce phénomène, doit être prise en compte lorsque l'on analyse et compare les résultats à cette question. Pour les Français, qui comptent très peu de migrants sur leur sol, répondre positivement signifie d'abord être disposé à accueillir des migrants. Pour les Allemands, répondre positivement évoque d'abord le fait que le flot d'arrivants soit réparti plus équitablement entre les différents Etats-membres. Une fois prise en compte cette différence de contexte, il n'en demeure pas moins que l'écart de 28 points entre les deux pays (et l'écart de 16 points sur l'item « C'est le devoir de notre pays que d'accueillir des migrants qui fuient la guerre et la misère ») traduit la profonde divergence existant au sein du couple franco-allemand, divergence s'étant notamment exprimée dans les propos tenus le 13 février à Munich par Manuel Valls sur ce sujet.

D'une « crise passagère » à une « crise durable »

Alors que le flot de migrants ne se tarit pas et n'a même pas été ralenti par la période hivernale, une part croissante de la population allemande et française se rend à l'idée que les arrivées vont se poursuivre avec la même intensité pendant plusieurs années.

La part de ceux qui pensent que le phénomène n'allait durer que quelques semaines ou quelques mois est passée entre septembre et mars de 20 % à 7 % en France et de 21 % à 11 % en Allemagne. Dans le même temps, ceux qui diagnostiquent que les arrivées vont se poursuivre au même rythme pendant plus de trois ans passaient de 38 % à 48 % en France, de 34 % à 42 % en Allemagne et de 55 % à 60 % en Italie².

Le pronostic sur la durée durant laquelle les flux de migrants vont se poursuivre avec la même intensité



2. On constate une nouvelle fois le positionnement spécifique de l'opinion publique italienne. Confrontée depuis plus longtemps à des arrivées massives de migrants, la population avait déjà intégré en septembre que le processus s'inscrivait dans la durée, ce sentiment s'est renforcé depuis mais a moins progressé qu'en France et en Allemagne.

SIX MOIS APRÈS : LES EUROPÉENS FACE À LA CRISE DES MIGRANTS

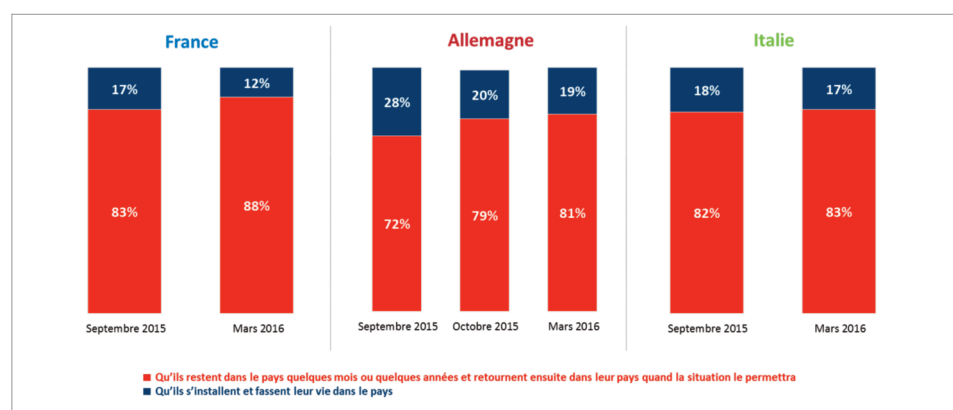
Si des divergences d'approches et d'opinions s'expriment donc entre les pays, une convergence se dessine en revanche sur ce point avec une proportion de plus en plus importante d'Européens pensant que la crise migratoire n'est pas conjoncturelle mais structurelle. Ce changement de perception de la nature de la crise est fondamentale car les réactions et les attentes en cas de crise passagère sont très différentes de celles adoptées face à un défi durable. La diffusion de ce diagnostic va notamment alimenter le refus de l'accueil car l'attitude face à l'accueil et la répartition dans tous les États membres d'une part et le diagnostic sur la poursuite des arrivées d'autre part sont très corrélés, comme le montre le tableau suivant :

% de réponses « Les arrivées vont se poursuivre à ce rythme plus de 4 ans »

	Parmi les personnes favorables à l'accueil	Parmi les personnes opposées à l'accueil	Écart
France	20%	47%	+ 27 pts
Allemagne	23%	48%	+ 25 pts
Italie	39%	52%	+ 13 pts

Un autre élément est partagé et de manière massive dans les trois pays, il s'agit de l'avenir de ces migrants. Une écrasante majorité (88 % en France, 83 % en Italie et 81 % en Allemagne) souhaite qu'ils ne séjournent dans le pays d'accueil que quelques mois ou années et qu'ils repartent ensuite dans leur pays quand la situation le permettra.

Le souhait concernant l'avenir des migrants

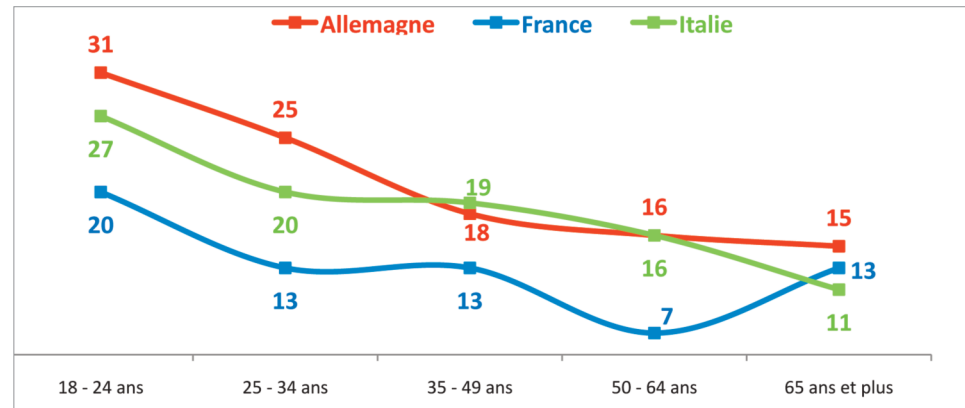


Le refus d'une installation durable qui était déjà ultra-majoritaire dans les trois pays étudiés en septembre 2015 s'est encore renforcé depuis en gagnant 9 points en Allemagne, 5 points en France et un point en Italie. Et même dans les électorsats socialiste ou social-démocrate, la propension à voir les migrants prendre racine et faire leur vie dans le pays d'accueil est excessivement peu répandue. Elle n'est ainsi partagée que par 23 % des sympathisants du SPD, 18 % de ceux du PS et 16 % de ceux du Partito-Democratico.

De la même façon, si le souhait de voir les migrants faire leur vie en Europe décline avec l'âge, les seniors étaient les plus opposés à ce scénario, on observe que même parmi la jeunesse un tel souhait est ultra-minoritaire.

SIX MOIS APRÈS : LES EUROPÉENS FACE À LA CRISE DES MIGRANTS

% de personnes souhaitant que les migrants s'installent et fassent leur vie dans le pays



Les accords de Schengen sur la sellette

Si comme on l'a vu, la crise des migrants a engendré des divergences très importantes au sein du couple franco-allemand, un des piliers de l'édifice européen, elle menace aussi de plus en plus un des principaux acquis de la construction européenne, les accords de Schengen. Dans le climat d'opinion que nous avons décrit et qui est marqué par :

- l'idée que les flux migratoires vont continuer avec la même intensité pendant plusieurs années et que les politiques d'accueil mises en place vont contribuer à les entretenir selon la logique de l'appel d'air,
- la crainte massivement partagée que des terroristes utilisent le flot des migrants débarquant en Europe comme un cheval de Troie,
- le sentiment très répandu en France et en Italie et désormais pratiquement majoritaire en Allemagne que la capacité d'accueil et d'intégration des populations immigrées a été atteinte,
- le souhait formulé par plus de 8 Européens sur 10 que les migrants repartent assez rapidement dans leur pays,

une très large majorité se dessine dans les trois pays en faveur de la suppression des accords de Schengen et du rétablissement, au moins provisoire, des contrôles fixes aux frontières entre son pays et les pays voisins membres de l'Union européenne. 72 % des Français, 66 % des Allemands et 60 % des Italiens sont aujourd'hui sur cette position.

Sous la pression des flux migratoires et sensibles à cette demande émanant de leur population respective, de nombreux gouvernements ont d'ailleurs réintroduit des contrôles voire fermé leurs frontières au sein de l'espace Schengen. Depuis un an, ces initiatives se multiplient entraînant des réactions en chaîne dans les pays voisins et démontrant aux opinions publiques européennes que le scénario inconcevable il y a encore deux ans d'un démantèlement de Schengen, scénario politiquement et symboliquement très lourd de conséquences pour l'idéal européen (et qui n'était demandé que par des formations populistes) pouvait être appliqué par des gouvernements pleinement responsables et respectables.

SIX MOIS APRÈS : LES EUROPÉENS FACE À LA CRISE DES MIGRANTS

2015-2016 : le retour des contrôles aux frontières au sein de l'espace Schengen

- 14 juin 2015 : la France applique des contrôles à la frontière franco-italienne à Vintimille.
- 13 septembre 2015 : l'Autriche annonce qu'elle va ériger un mur en métal avec la Slovénie, le premier mur au sein de l'espace Schengen, la Hongrie en ayant construit un à sa frontière avec la Serbie, pays non-membre de l'espace Schengen.
- 13 septembre 2015 : l'Allemagne débordée par l'afflux de migrants déploie des contrôles le long de sa frontière avec l'Autriche et la République Tchèque.
- 13 septembre 2015 : suite à cette décision allemande, la République Tchèque fait de même avec la Hongrie.
- 14 septembre 2015 : la Slovaquie craignant que les flux de migrants ne se dirigent vers son territoire adopte à son tour des mesures de contrôles avec l'Autriche et la Hongrie.
- 14 novembre 2015 : au lendemain des attentats de Paris, le gouvernement français annonce des contrôles à toutes les frontières.
- 4 janvier 2016 : la Suède, seconde destination des migrants après l'Allemagne, installe des contrôles sur le pont la reliant au Danemark.
- 4 janvier 2016 : le Danemark met en place des contrôles à la frontière allemande suite à la décision suédoise.
- 16 janvier 2016 : l'Autriche restaure ses frontières avec l'Italie, la Hongrie et la Slovénie et limite à 80 par jour le nombre d'entrées et demandeurs d'asile sur son sol.
- 23 février 2016 : craignant des mouvements de migrants suite au démantèlement d'une partie de la « jungle » de Calais, la Belgique met en place des contrôles temporaires à sa frontière avec la France dans la région de Calais.

La multiplication de ces initiatives unilatérales, dont plusieurs ne sont que des réactions à des initiatives semblables prises par un pays voisin, vient symboliquement et très concrètement saper un des principaux fondements de l'idée européenne : la libre-circulation des personnes. La suppression des accords de Schengen, qui ne viendrait qu'entériner et acter la situation existant de fait sur le terrain, serait, on l'a vu, très majoritairement approuvée par les opinions européennes. Ainsi, quand on analyse dans le détail les résultats, très peu d'électorats s'opposeraient encore majoritairement au démantèlement de l'un des principaux acquis de la construction européenne. Les plus fervents défenseurs de Schengen se trouvent parmi les sympathisants du Partito Democratico (64 % d'opposés), les soutiens du FDP (51 %) en Allemagne et les sympathisants des écologistes en Allemagne (49 %) et en France (46 %), soit des formations politiques pesant assez peu et pas assez puissantes pour constituer un rôle efficace de résistance à la montée de l'euroscépticisme.

Signe de la profondeur de la crise, on observe de larges majorités en faveur d'une suppression des accords de Schengen dans les électorsats qui ont historiquement soutenu et porté l'idéal européen. En France, l'adhésion à la suppression atteint ainsi 73 % parmi les centristes du Modem et 68 % parmi ceux de l'UDI et 60 % parmi les sympathisants du PS. Et en Allemagne, elle est de 61 % parmi les électeurs du SPD et atteint la même proportion parmi ceux de la CDU/CSU (62 %). De manière plus attendue et en cohérence avec leur positionnement traditionnellement anti-européen ou euroscéptique, les sympathisants des formations d'extrême droite sont en pointe avec des scores en faveur de la suppression de ces accords, identiques et massifs dans les trois pays : 85 % parmi ceux de l'Alternative für Deutschland (AfD), 84 % pour ceux du FN et 83 % pour ceux de la Lega

SIX MOIS APRÈS : LES EUROPÉENS FACE À LA CRISE DES MIGRANTS

Note n° 304 - Fondation Jean-Jaurès - 5 avril 2016

Nord. Dans ces deux derniers pays, on notera que les résultats observés dans les rangs de la droite classique sont soit similaires (85 % parmi les Républicains) soit très proches (76 % parmi les sympathisants de Fratelli d'Italia et 72 % parmi ceux de Forza Italia) de ceux mesurés à l'extrême droite, comme si l'on assistait à un durcissement et un glissement souverainiste de l'électorat de droite traditionnel sur la construction européenne.